

La Chine va-t-elle réellement augmenter son efficacité énergétique ?

J'ai eu la conviction que les choses changeaient, il y a un an, lorsque le maire de la ville de Wuxi (près de Shanghai) m'a spontanément parlé du bilan carbone de sa ville. Les officiels ne sont plus seulement évalués sur le PIB de leur territoire mais aussi sur l'efficacité énergétique de leurs industries. Et sur le terrain nous rencontrons des opérateurs qui savent très bien ce qu'ils veulent. Car la pénurie d'énergie devient un frein énorme à la poursuite du développement du pays. Mais cela traduit aussi un phénomène de ressenti des populations des grandes villes qu'il faut traiter politiquement.

Pékin a-t-il réellement l'intention de faire appel au savoir-faire étranger ?

Je crois que oui. Cela a été clair sur le plan politique lorsque la Commission nationale pour le développement et la réforme a demandé d'inclure un dialogue spécifique sur cette question dans le cadre du partenariat stratégique entre la France et la Chine. Pour les administrations chinoises, faire appel à l'expertise européenne, c'est se doter de moyens forts dans le dialogue avec les industriels. Les autorités que nous rencontrons veulent également changer les règles de gouvernance, afin notamment de mieux intégrer le calcul des coûts environnementaux. Or la France n'a pas seulement des bons ingénieurs : elle a aussi inventé les concessions de service public, qui, en faisant travailler ensemble le public et le privé, permettent à la population de bénéficier des technologies meilleures pour un prix acceptable.

Quel est l'objectif des rencontres professionnelles de France-Chine Ecocités ?

Nous pensons que la filière verte française pâtit de son manque de structuration. Les PME françaises ne sont pas assez souvent emmenées dans les bagages des grands groupes. Or, pour une PME, venir seule sur le marché chinois est coûteux. Il faut bien compter deux ou trois ans avant d'acquérir des références. Pourtant, la France regorge de petites sociétés extrêmement innovantes. Elles regardent souvent vers le Maghreb ou d'autres destinations proches alors que leur expertise pourrait intéresser fortement les Chinois. De l'éolien offshore aux couches minces de silicium, en passant par les instruments de mesure ultraprécis qui se développent autour de la faculté d'Orsay, la France a des technologies à vendre. Même si l'on fait l'hypothèse que 75 % du marché seront réservés aux entreprises chinoises, les 25 % restants devraient suffire à offrir de belles opportunités au savoir-faire made in France.

Propos recueillis par g. g., Les Echos

Tous droits réservés - Les Echos 2011